Venezuela (campagne internationale) : assez de crimes et d'assassinats contre les travailleurs et les travailleuses en lutte

Le 5 mai en sortant de son domicile le secrétaire à l'organisation du syndicat des ouvriers de la multinationale Toyota de Cumaná Argenis Vásuez a été assassiné par des hommes de main. Ce meurtre intervient juste après le grève de près de quatre semaines des travailleurs de Toyota qu'Argenis Vásquez a dirigée, se retrouvant au centre de l'affrontement avec l'entreprise. Tout semble indiquer que son assassinat représente une « réponse » officieuse de la direction de Toyota qui n'a pas réussi à faire taire la grève.

Il y a trois mois à peine, toujours dans l'Ouest du pays, à Anzoátegui, deux autres travailleurs sont tombés assassinés par les balles de la police régionale aux ordres du gouverneur Tarek Willian Saab. Pedro Suárez et Javier Marcano, tous deux ouvriers de Mitsubishi, occupaient leur usine avec leurs camarades pour protester notamment contre le licenciement de 135 intérimaires. Ils ont été tués lorsque la police est intervenue pour faire cesser l'occupation.

Ce double homicide s'ajoute au meurtre perpétré là encore par des hommes de main de trois des principaux dirigeants de l'Union Nationale des Travailleurs (*Unión Nacional de Trabajadores*, UNT) de l'État d'Aragua, le 27 novembre 2008 dans la zone de La Encrucijada : Richard Gallardo, secrétaire de l'Union régionale de l'UNT, Luís Hernández, dirigeant syndical chez Pepsi Cola et Carlos Requena, syndicaliste chez Produvisa. Tous trois étaient membres d'Unité Socialiste de Gauche (*Unidad Socialista de Izquierda*, USI), une organisation d'extrême gauche vénézuélienne. Lorsqu'ils ont été tués Gallardo, Hernández et Requena militaient activement aux côtés des travailleurs de l'entreprise agroindustrielle colombienne Lácteos Alpina qui occupaient leur usine face aux menaces de licenciement qui pesaient sur eux. Les travailleurs de Lácteos Alpina avaient d'ailleurs affronté à plusieurs reprises les forces de répression aux ordres de Didalco Bolívar, gouverneur de l'État d'Aragua, une des régions les plus combatives du Venezuela en termes de conflictualité ouvrière.

En cinq mois ce sont donc six ouvriers qui ont été assassinés alors qu'ils intervenaient dans des conflits du travail. Cette situation montre que l'on est en train d'assister à une véritable « colombianisation » des conflits ouvriers dans le pays : les patrons paient des hommes de main pour assassiner des syndicalistes, terroriser les travailleurs et désarticuler les organisations ouvrières.

Il ne faut pas non plus oublier que les travailleurs de Sanitarios Maracay, dans l'État d'Aragua, ont été l'objet de menaces et de pressions tout au long de leur lutte. Les travailleurs de Mitsubishi Motors d'Anzoátegui ont également fait savoir qu'une

automobile à bord de laquelle certains d'entre eux se trouvaient alors qu'ils dénonçaient le meurtre de leurs deux collègues a été la cible de tirs à balles réelles. En juin 2008 Gloria Palomino, dirigeante ouvrière de l'entreprise de ventilateurs Fundimeca située à Carabobo, a été blessée à la jambe par des hommes armés alors qu'elle participait à un piquet de grève devant son entreprise visant à exiger la fin du lock-out patronal.

Ces divers assassinats et attentats contre des travailleurs en lutte indiquent comment les patrons commencent à vouloir « résoudre » les conflits ouvriers auxquels ils font face. Ils profitent pour cela d'un climat d'impunité totale puisque jusqu'à présent aucun des instigateurs de ces actions n'a été condamné, jugé ni même retrouvé. En revanche on assiste à une explosion des procès en justice intentés contre les travailleurs et les travailleuses en lutte. Pus d'une centaine aujourd'hui sont sous procès en raison de leur participation à un mouvement social.

C'est pour cela qu'en tant qu'organisations ou personnalités signataires de cette pétition nous protestons énergiquement contre cette situation. Nous exprimons notre indignation face aux assassinats de travailleurs en lutte perpétrés par des hommes de main payés par les patrons ou perpétrés par les corps de répression officiels. Nous protestons également contre l'impunité qui entoure ces crimes et nous exigeons que soient jugés et condamnés les responsables directs et indirects de ces attentats et assassinats tout comme leurs instigateurs.

Nous sommes convaincus que si les choses continuent ainsi et rien ne se passe nous pourrions nous diriger vers une situation dans laquelle on tendra toujours plus à vouloir faire taire par tous les moyens les luttes légitimes des travailleurs et des travailleuses.

Assez d'assassinats d'ouvriers luttant pour leurs droits !

Nous exigeons de l'État le jugement, la condamnation et le châtiment de ces crimes !

Nous proposons pour cela de mettre sur pied une Commission d'Enquête Indépendante constituée par les organisations ouvrières, par les organisations de défense des droits de l'homme et par les membres des familles des victimes ayant toute liberté pour enquêter jusqu'au bout sur ces crimes et attentats !

Nous exigeons la mise en liberté et l'arrêt des poursuites contre les travailleurs actuellement sous procès pour avoir participé à un mouvement social !

Nous exigeons la non-intervention de la Garde Nationale Bolivarienne, de l'Armée et de la police pendant les conflits sociaux !

Nous faisons appel à la coordination la plus large et à la mobilisation concrète des organisations ouvrières, étudiantes, de défense des droits de l'homme, des intellectuels et des artistes authentiquement démocrates, de manière à donner corps à une grande

campagne nationale et internationale contre ces crimes !

Mai 2009

Premiers signataires au Venezuela : Syndicat des Travailleurs de NESTLÉ, Syndicat Bolivarien des Travailleurs de CATIVEN, Syndicat Unique des Travailleurs et des Travailleuses de MANPA, Syndicat des Travailleurs de SANITARIOS MARACAY, Syndicat des Travailleurs de GENERAL MILLS du Venezuela (DIABLITOS UNDER WOOD), José Bodas, Secrétaire Général de FEDEPETROL (Anzoátegui), Frank Hernández, Syndicat des Travailleurs et des Travailleuses de PEPSICOLA, Cristhian Pereira, Secrétaire du Syndicat des Travailleurs de CHRYLER AUTOMOTRIZ, Emilio Bastida et Marcos Guzmán, Coordinateurs Régionaux de l'UNT d'Aragua, Tendance Classiste et Révolutionnaire (TCR) de SIDOR (État de Guayana), Front Uni des Travailleurs et des Travailleuses pour la Vie, la Santé et l'Emploi (FUTRAVISEM), Centre des Etudiants de Sociologie de l'Université Centrale du Venezuela (UCV), Conseillers Étudiants de la Faculté de Sociologie de l'UCV.

, le 15 mai 2009